

# Les jeunes disent toujours NON à la loi travail !

**D**urant plus de 4 mois, des milliers des jeunes et moins jeunes, travailleurs, étudiants, chômeurs, sont descendus dans les rues pour défendre leurs droits contre une loi qui veut faire disparaître les dernières lignes de protection que les travailleurs et les salariés avaient vis-à-vis des employeurs. En l'imposant par le « 49.3 », le gouvernement a démontré, encore une fois, qu'il est là pour défendre les intérêts du patronat et de l'oligarchie et non ceux de la jeunesse et des couches populaires. S'il restait quelques illusions sur la « priorité jeunesse » qu'Hollande avait placée au cœur de sa campagne présidentielle, elles sont définitivement tombées !

Ce que les jeunes ont gagné dans ce mouvement aux côtés des travailleurs

Le gouvernement est arrivé à faire passer sa loi. Mais il ne nous fera pas oublier tout ce que les jeunes des milieux populaires ont gagné aux côtés des travailleurs dans ce mouvement. L'État s'est montré pour ce qu'il est : « l'État des patrons », un gouvernement, des institutions, du personnel politique et médiatique, des forces de répression, un appareil judiciaire..., instruments de la classe dominante. La politique de Hollande et de son gouvernement a permis aux jeunes qui n'ont pas connu les périodes passées, de se rendre compte et de se rappeler le rôle historique de la social-démocratie qui n'hésite pas à utiliser la force contre le mouvement ouvrier et populaire lorsque les intérêts des patrons et de l'oligarchie sont menacés. La question du système et la nécessité d'un changement révolutionnaire sont revenues dans les têtes : « De cette société-là, on n'en veut pas, on la combat ! ». L'esprit de lutte, de résistance, a grandi chez les travailleurs mais aussi chez les jeunes. L'idée que ce n'est pas dans les institutions, mais dans la mobilisation ouvrière et populaire, que les choses se tranchent a progressé : « la vraie démocratie c'est ici ! ».

La question de la violence

La répression fait peur. Elle a sans

doute contribué, avec les examens de fin d'année, à une participation moins massive des jeunes lycéens et étudiants dans les dernières manifestations. Mais elle a aussi nourri une grande colère. Les témoignages, les photos et les vidéos de répression farouche contre les jeunes manifestants lors des mobilisations contre la loi travail ne sont pas prêts d'être oubliés. La mort d'Adama Traoré est ensuite venue le confirmer : l'état d'urgence sans cesse prolongé et la répression du mouvement social créent un climat propice au développement des bavures policières et au sentiment d'impunité parmi « les forces de l'ordre ». Cette prise de conscience a traversé le débat sur la violence, une question qui préoccupe la jeunesse aujourd'hui. Voyant que la première violence est celle du système, la colère que certains jeunes ont manifestée en s'affrontant aux forces de l'ordre et en prenant parfois pour cible des symboles du système capitaliste ont rarement fait l'objet d'une « condamnation par principe de toute violence ». De nombreux jeunes ont commencé à prendre conscience du caractère inévitable de l'affrontement avec l'appareil d'État, dès lors que nous voulons nous opposer à la politique de l'oligarchie et combattre cette société. La dénonciation des violences policières, la solidarité avec les jeunes qui ont été arrêtés lors des manifestations, la volonté de défendre le droit de manifester et de se révolter ont progressé. Et, chez plus de monde, cela commence à se traduire par la conscience de la légitimité de la violence révolutionnaire. Certains jeunes qui se revendiquent « anticapitaliste » sont largement influencés par les conceptions libertaires. Mais ces expériences et les débats autour des « casseurs » ont également permis à de nombreux jeunes de comprendre l'importance de ne pas aller seuls à l'affrontement si nous voulons construire un rapport de force.

Tout comme ces nombreuses avancées dans les consciences, la capacité à rester unis d'un bout à l'autre du mouvement, à ne pas laisser s'installer la division entre le mouvement syndical et les jeunes, doit rester un acquis pour les combats à venir. Un autre élément important est le lien qui a commencé à se faire entre tous les volets de la politique du gouvernement. La subordination de l'État aux intérêts de l'oligarchie, qui impose en même temps la casse des

acquis sociaux et un niveau plus élevé d'engagement dans les guerres impérialistes, met en évidence le lien entre la politique qui nous condamne à la précarité pour toute la vie et la politique de guerre. Ce lien s'est traduit par le mot d'ordre « Ni chair à patron, ni chair à canon » que nous devons continuer à porter dans un contexte de militarisation accrue de l'économie et de la société et de renforcement de l'engagement militaire de l'impérialisme français en Afrique et au Moyen-Orient, au nom de la lutte contre le terrorisme, alors que nous savons très bien que ni ces guerres, ni les dérives sécuritaires instaurées pour la même raison, ne peuvent empêcher les attentats.

S'engager, oui, mais dans la lutte contre ce système !

Ces prises de conscience, cette volonté de lutter, de combattre cette société aux côtés de la classe ouvrière et de l'ensemble du peuple, sont potentiellement un grand danger pour le pouvoir. C'est dans ce contexte de guerre et de casse des droits du travail, que revient dans le débat la question d'un service militaire obligatoire. Ce serait un pas de plus après les nombreuses campagnes de recrutement de jeunes dans l'armée, la police et les différents corps de « réserve ». Il ne s'agit pas seulement d'avoir plus d'hommes et de femmes pour faire la guerre et mener des opérations de maintien de l'ordre. Cela s'inscrit dans un objectif de « réintégration civique » des jeunes. Les encadrer dans des institutions militaires, c'est les former idéologiquement à la soumission au système, à ses lois réactionnaires et à ses guerres criminelles. C'est une réponse idéologique réactionnaire à la révolte des jeunes contre le système, une alternative pour empêcher le développement de la conscience révolutionnaire qui ne cesse de grandir, notamment parmi la jeunesse.

Oui, il faut s'engager ! Pas dans l'armée pour faire la guerre contre les peuples et servir les intérêts du système impérialiste. Pas dans la police, pour aller réprimer les mobilisations sociales ! Il faut s'engager dans la lutte, avec l'UJR, pour défendre les intérêts de la jeunesse populaire et organiser le combat contre ce système. ★

## 4<sup>e</sup> camp de l'UJR Un moment convivial pour faire le bilan et préparer la rentrée

L'UJR a tenu son 4<sup>e</sup> camp d'été du 27 au 31 juillet. Il a été marqué par la présence d'un camarade d'Allemagne et d'une délégation de deux camarades Burkinabè.

Après l'inauguration du camp, le camarade allemand a exposé la situation politique et sociale en Allemagne, notamment la précarité parmi la jeunesse, la montée des forces d'extrême droite et la militarisation de l'économie. Il a souligné son soutien à la mobilisation des jeunes en France contre la loi travail. A suivi une présentation de l'Organisation Démocratique de la Jeunesse de Burkina Faso (ODJ) qui a mis en évidence l'importance de la solidarité développée entre l'UJR et l'ODJ. La session a été clôturée par une présentation de l'UJR, notamment pour les nouveaux militants et sympathisants qui participaient au camp.

La deuxième journée a commencé par une formation animée par le PCOF autour du rôle de l'État, de son développement historique et sur la violence, analysée d'un point de vue de classe et en fonction de nos objectifs révolutionnaires. Elle s'est poursuivie par une intervention de l'UJR sur les mobilisations contre la loi travail et l'implication des jeunes dans ces mobilisations. Les militants de l'UJR qui y ont participé ont partagé leurs expériences et un débat riche sur la violence dans les manifestations a été engagé.

Le film du voyage de l'UJR au Burkina a été diffusé dans la soirée dans une ambiance conviviale. Avant de clore le camp, une discussion a été consacrée aux perspectives de luttes et aux prochains rendez-vous, notamment celui de la fête de l'Humanité où l'UJR tiendra une table dans le stand du PCOF et animera un débat, dimanche à 11 h, avec l'ODJ à la suite de la projection du film sur son voyage au Burkina.